

◆ Le débat national sur l'avenir de l'école a eu lieu le vendredi 5 décembre 2003.
La première demi-journée s'est déroulée de 9 heures à 12 heures.

Lors de cette première demi-journée, on a noté la présence de 27 enseignants, 6 membres de l'éducation nationale non enseignants, 8 parents d'élèves et 12 élèves.

Après ouverture du débat par Monsieur PERRIN, principal du collège, et les prises de paroles d'enseignants et de parents, plusieurs sujets de questionnement sont abordés :

- la décentralisation de l'Education Nationale
- les buts de l'école
- la prise en compte de la diversité des élèves au collège
- l'école peut-elle résoudre tous les problèmes ?
- la qualification du personnel enseignant
- éducation et instruction : le rôle de l'école et celui des parents

Après une discussion, les participants engagent le débat sur la question suivante :

- Quelles sont les valeurs de l'école républicaine et laïque ?
- Qu'est-ce que ces valeurs imposent ?
- Quels sont les moyens financiers qui doivent être mis en œuvre ?
- D'où doivent venir les financements ?

Si l'unanimité se positionne sur les valeurs créatrices de l'école publique (Liberté – Egalité – Fraternité), les premières interventions font apparaître une nouvelle question :

- A quels besoins doit répondre l'école ?

Une large majorité refuse l'idée de former les futurs acteurs de l'économie en répondant aux demandes précises et conjoncturelles qui pourraient émaner des dirigeants politiques et économiques et s'accorde sur la nécessité de donner les moyens à chacun de devenir un citoyen capable de s'insérer dans la vie active, voire de changer à plusieurs reprises d'activités.

Ces valeurs semblent difficiles à mettre en place dans la mesure où la violence de la société extérieure ne peut être résolue par la seule école. Afin de l'aider à maîtriser les comportements et éviter les dérapages, une forte demande apparaît, particulièrement de la part des parents, pour une augmentation sensible de l'encadrement en « vie scolaire » avec l'embauche d'éducateurs spécialisés.

Concernant les moyens financiers nécessaires au fonctionnement de l'école, une très large majorité juge qu'ils doivent émaner de l'Etat, seul garant de l'équité à travers l'ensemble du territoire et de la neutralité de l'école. Les financements privés sont considérés par la quasi unanimité comme dangereux car susceptibles d'influencer les comportements des jeunes consommateurs que sont les élèves.

◆ La deuxième partie du débat s'est déroulée le vendredi 5 décembre, de 15 heures à 17 heures trente.

17 enseignants, 8 membres non enseignants de l'Education Nationale et 5 parents étaient présents.

Suite au débat de la matinée, la question débattue l'après-midi fut la suivante :

Comment, dans le cadre du collège public, peut-on prendre en compte la diversité des publics

- en faisant ressortir les potentialités de chacun,
- en offrant à tous les bases nécessaires à une orientation positive et à une vie citoyenne réussie

Trois grands axes de réponse sont envisagés :

- une diversification des programmes
- une diversification des modes d'accès aux savoirs
- une diversification des « options »

La volonté de tous est de maintenir un collège « unique », à savoir un collège dans lequel passe toute une tranche d'âge. Néanmoins, le rejet par un certains élèves d'un enseignement jugé trop « général » incite à chercher d'autres solutions que celles existant à ce jour. Parmi les propositions discutées, on note :

- la nécessité de fixer des connaissances de base exigibles par tous. Ces connaissances pourraient être évaluées par un « examen » à la fin de la cinquième.. Celui-ci n'aurait pas valeur de diplôme mais pourrait servir à une meilleure connaissance du niveau scolaire des élèves par les parents et à un choix plus affiné des options proposées en quatrième (voir ci-dessous). Ledit examen pourrait éventuellement être complété par des tests psychotechniques.

- la possibilité d'ouvrir, au niveau de la classe de 4^{ème}, des formations plus diversifiées (domaines technologique, technique, artistique...). Les élèves pourraient ainsi poursuivre un tronc commun et trouver des apprentissages mieux adaptés à leur demande

- l'alternance entre des périodes scolaires et des stages en milieu professionnel pourrait être développée pour les élèves voulant se diriger rapidement vers la vie active

- la possibilité pour certains élèves de réaliser un même parcours en trois ans au lieu de deux est également souhaitée par beaucoup. Les cycles envisagés sont les 6^{ème} – 5^{ème} et 4^{ème} – 3^{ème}

- des formes d'interventions différentes de la part des enseignants suivant le niveau et les centres d'intérêt des élèves paraît souhaitable

- certains intervenants, visiblement minoritaires, souhaitent la création de classes de niveau

- ◆ Un dernier intervenant indique qu'il ne juge pas nécessaire une « révolution » de l'école dont il juge le fonctionnement actuel plutôt satisfaisant et équitable.